

DEPARTEMENT DE L'AIN
COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210102661-20240118-009-2024-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/01/2024
Notification : 19/01/2024

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 009 - 2024
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

**Arrêté portant délégation de fonctions et de signature
à M. Vincent DECHELETTE, fonctionnaire
territorial titulaire**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-30, R. 2122-8 et R. 2122-10,

Vu le Code civil, notamment son article 99-1,

Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu le décret n°2017-889 du 6 mai 2017 relatif au transfert aux officiers de l'état civil de l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité,

Vu le décret n°2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil,

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 28 mai 2020,

Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints du 28 mai 2020,

Considérant qu'il convient de faciliter le bon fonctionnement des services publics municipaux, notamment les formalités relatives au service de l'état civil,

ARRETE

Article 1

L'arrêté N° 015 – 2021 portant délégation de fonctions et de signature à M. Vincent DECHELETTE, fonctionnaire territorial titulaire est abrogé.

Article 2

M. Vincent DECHELETTE, attaché territorial, fonctionnaire territorial de la commune, est délégué, sous ma surveillance et sous ma responsabilité, à l'effet d'exercer les fonctions d'officier d'état civil ci-après :

- la réalisation de l'audition commune ou des entretiens séparés, préalables au mariage ou à sa transcription ;
- la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation,
- la réception des demandes de changement de nom de famille,
- la réception des demandes de changement de prénom(s),
- la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,
- l'annulation et la rectification des erreurs matérielles ou omissions qui peuvent faire l'objet d'une rectification par l'officier de l'état civil en application de l'article 99-1 du Code civil,
- l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité (PACS),
- de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus.

Les actes ainsi dressés comporteront la seule signature de M. Vincent DECHELETTE, fonctionnaire délégué.

Article 3

M. Vincent DECHELETTE, attaché territorial, fonctionnaire titulaire de la commune, délégué pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil prévus par le présent arrêté, peut valablement délivrer toutes copies et extraits, quelle que soit la nature des actes.

Article 4

M. Vincent DECHELETTE, attaché territorial, fonctionnaire titulaire de la commune, peut également mettre en œuvre la procédure de vérification prévue par les dispositions du chapitre II du titre II du décret n°2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil.

Article 5

La signature par cet agent délégué des pièces et actes prévus aux articles 1 et 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule suivante : « L'officier de l'état civil, par délégation du maire, et le nom et le grade de l'agent délégué signataire ».

Article 6

Délégation est également donnée à M. Vincent DECHELETTE, attaché territorial, fonctionnaire territorial de la commune, sous ma surveillance et sous ma responsabilité, pour procéder aux légalisations de signatures prévues à l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales.

Article 7

La présente délégation prend effet dès que l'arrêté sera exécutoire. Elle prendra fin au cas où les délégataires viendraient à cesser leurs fonctions au service de la commune et en tout état de cause à l'expiration du mandat du conseil municipal actuellement en place.

Cette délégation pourra prendre fin à tout moment.

Article 8

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié dans les conditions habituelles.

Article 9

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 10

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet de l'Ain et à M. le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse.

Montrevel-en-Bresse, le 15 janvier 2024

Le maire, Jean-Yves BREVET

